



# Groupement Hospitalier de Territoire de Lot et Garonne

## Établissement Support

Centre Hospitalier Agen - Nérac  
Route de Villeneuve  
47923 Agen Cedex 9

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **Prestations d'assurances pour les Etablissements du GHT de Lot et Garonne**

Procédure AOO N° 2025-030

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
1-1 - Objet de la consultation	4
1-2 – Allotissement	4
1-3 – Type de contrat	4
1-4 – Duree du marche	4
1-5 – Prestations similaires	4
1-6– Pieces constitutives du marche	4
<b>ARTICLE 2 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE</b>	<b>5</b>
2-1 - Intervenants	5
2-2 - Coassurance	5
2-3 - En cours d'execution du marche	5
2-4 - Changement affectant le titulaire	5
2-5 - Charte de bonnes pratiques - devoir de conseil – discretion et confidentialite –	5
2-6 - Qualification - protection - reglementation -	6
2-7 - Assurance et responsabilite	6
<b>ARTICLE 3 – PROTECTION DES DONNÉES</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 – PRIX</b>	<b>7</b>
4-1- Prix du marchE	7
4-2- Prime provisionnelles	7
4-2-1- Lot assurance « dommages aux biens et risques annexes »	7
4-2-2- Lot assurance « protection juridique »	8
<b>ARTICLE 5 – RÉGLEMENT</b>	<b>8</b>
5-1 - Modalites de reglement	8
5-2 - Depot de la facture par voie electronique	8
5-3 - Paiement	9
5-3-1 - Avance	9
5-3-2 - Paiement des cotraitants	9
5-3-3 - Paiement des sous-traitants	9
5-3-4 - Delai de paiement	9
5-3-5 - Suspension du delai global de paiement	9
5-3-6 - Interets moratoires	9
<b>ARTICLE 6 – RESILIATION DU CONTRAT</b>	<b>10</b>
6-1 - Resiliation du contrat par l'assureur	10
6-2 - Resiliation pour retard de paiement	10
6-3 - Resiliation pour motif d'interet general	10
<b>ARTICLE 7 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU MANDATAIRE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 – DÉROGATIONS</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE DE CONTROLE – MANDATAIRE D'ASSURANCE ET AGREMENTS ACPR</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE ENVIRONNEMENTALE POUR MARCHES PUBLICS</b>	<b>13</b>

## PREAMBULE

La mise en place des groupements hospitaliers de territoire (GHT) est une des mesures les plus structurantes et les plus ambitieuses de la loi de modernisation de notre système de santé.

Ce dispositif vise à concilier la nécessaire autonomie des établissements et le développement de synergies territoriales.

Pour accompagner la mise en place de cette stratégie, le GHT dispose de leviers et tout particulièrement pour la mise en œuvre d'une politique d'achat commune.

### **Les Parties**

- ✓ Le Centre Hospitalier Agen-Nérac (Établissement support du GHT de Lot et Garonne) qui regroupe les différents établissements suivants :
- ✓ Centre Hospitalier de Villeneuve-sur-Lot
- ✓ Centre Hospitalier Intercommunal Marmande-Tonneins
- ✓ Centre Hospitalier de Penne d'Agenais
- ✓ Centre Hospitalier Départemental « La Candélie » de Pont du Casse
- ✓ Centre Hospitalier "Elisabeth Désarnauts de Fumel"
- ✓ Centre Hospitalier de Casteljaloux
- ✓ GCS SIH 47

### **Coordonnateur du GHT :**

**Centre Hospitalier Agen Nérac**  
**Direction des Achats**  
Route de Villeneuve  
**47923 Agen Cedex 9**

### **Compétences de l'établissement coordonnateur et des établissements membres**

**Le Centre hospitalier Agen-Nérac d'Agen est l'établissement support et l'établissement coordonnateur** du GHT de Lot et Garonne. À ce titre il assure d'une part la conduite des achats pour le compte des établissements membres du groupement, et d'autre part la convergence de leurs applicatifs.

L'établissement coordonnateur est chargé de :

- ✓ Superviser la phase de lancement du marché, accompagner sa mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements parties,
- ✓ Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature et actes de sous-traitance pouvant intervenir dans le cadre du marché,
- ✓ Gérer les procédures de révision des prix du marché, et communiquer aux établissements membres les résultats, préalablement à leur date d'effet,
- ✓ Prononcer la résiliation du marché, le cas échéant après avis des établissements membres,
- ✓ Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres au titre de :
  - La procédure (attribution – passation du marché)
  - La passation des avenants au marché,
  - La résiliation du marché,
  - L'ajustement et de la révision des prix.

**En outre, les contentieux entre un établissement membres et le titulaire d'un marché, au titre de l'exécution du marché groupe, relèvent de la charge et de la responsabilité de chacun des Etablissements membres.**

**L'exécution des marchés publics, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des établissements parties.**

## ARTICLE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

### **1-1 - Objet de la Consultation**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la souscription de divers contrats d'Assurances pour les besoins des Etablissements du Groupement Hospitalier de Territoire de Lot et Garonne.

La nature et l'étendue des besoins des Etablissements sont définies par les Cahiers des Clauses Techniques particulières figurant dans le dossier de consultation fourni aux candidats. Les lots ont été établis au regard des besoins préalablement définis pour chacun des Etablissements.

### **1-2 – Allotissement**

La présente consultation est composée de deux lots distincts. Le lot N° 1 **remplace donc les lots N° 6 et 7 de la précédente consultation.**

**Lot N° 1** : Assurance Dommages aux Biens et Risques Annexes pour le CH Agen-Nérac, le C.H de Villeneuve sur Lot et le C.H.I Marmande-Tonneins. Il **remplace donc les lots N° 6 et 7 de la précédente consultation.**

**Lot N° 2** : Assurance Protection Juridique pour le Centre Hospitalier de Fumel.

### **1-3 – Type de contrat**

Il s'agit d'un marché ordinaire de service.

### **1-4 – Durée du Marché**

**Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/FCS**, le marché est conclu pour une durée d'un an reconductible tacitement 3 fois soit pour **une durée totale de 4 ans**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 0h et expirera le 31 décembre 2029 à 24h.

Conformément au Code des Assurances, chacune des parties dispose d'une faculté de résiliation annuelle dans le respect d'un délai de **préavis de 6 mois pour l'assureur et 3 mois pour l'assuré** avant chaque date d'échéance fixée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque exercice.

### **1-5 – Prestations Similaires**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

### **1-6– Pièces constitutives du Marché**

**Par dérogation aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG/FCS**, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- 1- **L'Acte d'Engagement (AE)** du lot concerné et ses annexes jointes :
  - ✓ Annexe 1 : Bordereau de prix
  - ✓ Annexe 2 : Réserves au CCTP
  - ✓ Annexe 3 : Services Associés
- 2- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** commun à chacun des lots et ses annexes,
- 3- **Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** valant Cahier des Charges d'Assurances servant de base de propositions,
- 4- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de fournitures courantes et services (FCS) (Arrêté du 30 mars 2021),
- 5- **Le mémoire technique du lot**, le cas échéant,
- 6- **Les conventions spéciales et conditions générales de la police d'assurance, remises par l'Assureur** à l'appui de son offre et jointes au présent marché

- 7- Les originaux des documents sus cités sont conservés par l'établissement et feront seule foi en cas de litiges ou de contestations. Cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Après sa conclusion, le marché peut éventuellement être modifié par des avenants, des décisions de poursuivre, des certificats administratifs et des actes spéciaux de sous-traitance

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE**

### **2-1 - Intervenants**

Les Assureurs et les Intermédiaires d'assurance (le cas échéant), s'engagent à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans les différentes pièces contractuelles du marché.

### **2-2 - Coassurance**

Groupements conjoints :

Les contrats d'assurances peuvent être proposés au Pouvoir Adjudicateur par des groupements conjoints en application des dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique.

L'Apériteur désigné à l'acte d'engagement représente, l'ensemble des coassureurs prestataires et membres du groupement vis à vis du Pouvoir Adjudicateur.

La coassurance s'exercera dans les conditions prévues par le Code des Assurances.

Les groupements conjoints et solidaires, dont le Code de la Commande Publique prévoit l'existence aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique n'engagent chacun de leur participant qu'à hauteur de leur participation en coassurance.

### **2-3 - En cours d'exécution du marché**

**Si en cours de marché un des membres du groupement se retire de la coassurance**, la personne responsable du marché peut accepter ; par avenant, le remplacement du co assureur partant par un autre membre du groupement. Toutefois, les conditions d'exécution du marché restent strictement identiques. Elle peut également faire le choix de poursuivre son exécution en coassurance incomplète ou résilier le marché.

### **2-4 – Changement affectant le titulaire**

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- ✓ La personne ayant qualité pour le représenter ;
- ✓ La forme de l'entreprise ;
- ✓ La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- ✓ Son adresse ou son siège social ;
- ✓ La cession d'une ou de différentes activités ;
- ✓ L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- ✓ Son adresse bancaire, ....

Le titulaire doit faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB (ou un RICE). Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. Le paiement des factures sera suspendu tant que chaque établissement parti concerné ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'une éventuelle modification de marché.

### **2-5 - Charte de bonnes pratiques - Devoir de conseil – Discretion et Confidentialité –**

Cette charte encadre les relations entre les Etablissements du GHT (Etablissement support et Etablissements parties) et tous les intervenants à savoir : le Mandataire, le Co Courtier, les Assureurs (Apériteur et Co Assureurs) et autres sous-traitants intervenant dans le cadre de ce marché Public.

**Toute gestion déléguée doit être encadrée par un mandat.**

"Le mandataire est tenu de fournir une copie de l'ensemble des mandats de délégation de gestion établis entre le ou les assureurs porteurs de risques et les co-courtiers intervenant dans la gestion du marché. Ces mandats doivent impérativement être rédigés en langue française, être clairs, datés, signés et spécifiques à chaque marché concerné. Ils doivent définir de manière explicite et vérifiable l'étendue des pouvoirs délégués, notamment en matière de gestion du contrat (avenants) et le niveau financier du pouvoir de règlement des sinistres accordés à l'intermédiaire et/ou au gestionnaire des sinistres."

"Le mandataire engage sa responsabilité quant aux informations transmises par les établissements, qu'ils s'obligent à vérifier pour en garantir la fiabilité. En cas de co-courtage, les rôles et responsabilités de chaque partie doivent faire l'objet d'un accord écrit, formalisé contractuellement et communiqué à l'acheteur."

Elle vise à garantir une relation de confiance, fondée sur la transparence, la compétence, la loyauté contractuelle et la protection des intérêts des Etablissements Publics.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil, conformément aux articles L.521-4 et L.521-5 du Code des Assurances et à la Directive DDA, et de toute nouvelle réglementation applicable au présent marché.

## **2-6 - Qualification - Protection - Réglementation -**

Le titulaire doit posséder l'ensemble des agréments réglementaires requis pour réaliser les prestations, objet du marché, et ce pendant toute la durée d'exécution.

Toutes les mesures seront prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations.

Les dispositions de l'article 6 du CCAG FCS « Protection de la main d'œuvre et conditions de travail » sont opposables au titulaire ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants. Le titulaire devra, sur demande de l'acheteur, justifier du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles, y compris les conventions fondamentales de l'OIT.

Les dispositions de l'article 7 du CCAG FCS « Protection de l'environnement » sont opposables au titulaire ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants. Il veille à la bonne gestion des déchets, à la limitation des nuisances liées à l'exécution du marché et à la mise en œuvre de moyens adaptés de prévention des risques environnementaux. **Le candidat doit compléter l'annexe environnementale jointe en annexe du présent CCAP (Page 13).**

L'acheteur peut demander à tout moment les justificatifs de ces engagements. Toute méconnaissance grave de ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché.

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

## **2-7 – Assurance et Responsabilité**

Conformément à l'article 8 du CCAG FCS, le titulaire du marché doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et de tiers, victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations. Il devra fournir dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché et avant le début de l'exécution, l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

En l'absence de preuve permettant de dégager sa responsabilité, le titulaire du marché est seul responsable :

Des dommages causés pendant ses interventions, directement ou indirectement, à des tiers, au personnel et aux occupants, ainsi qu'à leurs biens ;

Des éventuelles pertes d'activités et des dépenses financières causées par ses carences, ses erreurs, ses retards et les dommages cités précédemment.

Il devra fournir les justificatifs qu'il dispose de contrat(s) d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires en cas de dommage corporel et/ou matériel.

Conformément aux dispositions de l'article 5.4 du CCAG FCS, le titulaire a obligation d'aviser ses sous-traitants, ainsi que les tiers intervenants pour leur compte dans le cadre du marché, que les mesures de sécurité, discrétion et confidentialité, leurs sont applicables. **Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.**

### ARTICLE 3 – PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, agissant en qualité de responsable du traitement, conformément à l'article 5 du CCAG-FCS et au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD).

Le titulaire agit en tant que sous-traitant et s'engage à :

- 1) Ne traiter les données qu'en fonction des instructions documentées de l'acheteur ;
- 2) Garantir la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données traitées ;
- 3) Informer sans délai l'acheteur de toute difficulté dans l'application du RGPD ou de toute demande d'accès émanant d'une autorité ou d'une personne concernée ;
- 4) Ne pas sous-traiter tout ou partie des traitements sans autorisation écrite préalable de l'acheteur,
- 5) Aider l'acheteur à répondre à toute demande d'exercice de droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, etc.) ;
- 6) Notifier toute violation de données à l'acheteur dans un délai maximal de 24 heures après en avoir eu connaissance ;
- 7) Restituer ou détruire l'ensemble des données à la fin du marché, selon les instructions de l'acheteur ;
- 8) Tenir à disposition de l'acheteur la documentation permettant de démontrer le respect des obligations du présent article.

Conformément aux articles 5.2 et 5.3 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et la sécurité des données personnelles.

**Les obligations du titulaire à ce titre sont opposables à tous ses éventuels sous-traitants.** Tout manquement aux obligations énoncées pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice d'éventuels recours civils ou pénaux.

### ARTICLE 4 – PRIX

#### **4-1– Prix du Marché**

Conformément à l'Article **R.2112-13** du Code de la Commande Publique, le marché est conclu à prix révisable dans les conditions définies ci-après :

#### **4-2– Prime provisionnelles**

Dans la mesure où l'assiette de prime n'est pas connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice à garantir, il sera demandé une prime provisionnelle. Une fois l'assiette de prime connue, le Titulaire déterminera la prime définitive qui fera l'objet soit d'un complément soit d'une réduction de prime. Les primes sont réputées comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement le contrat.

#### **4-2-1– Lot Assurance « Dommages aux Biens et Risques Annexes »**

##### **Détermination de la prime :**

La prime est unitaire par Établissement et révisable selon les modalités précisées ci-après. La prime annuelle est fixée au prix du m2 de la surface totale déclarée (SHON, SHOB ou SD) y compris pour la garantie des catastrophes naturelles, frais et taxes en sus.

##### **Évolution de la prime :**

La prime sera indexée sur le dernier indice Fédération Française du Bâtiment (FFB) publié au jour de la date d'effet des nouvelles garanties. Toute modification significative (supérieure de 10%) du parc immobilier donnera lieu à l'établissement d'un avenant pour ajustement des primes à la date d'échéance du contrat.

##### **Indexation :**

La formule de révision des primes sera effectuée de la façon suivante :  $P1 = P0 \times (Ind1 / Ind0)$

P0 = Prime annuelle de l'année 0 - P1 = Prime révisée

Ind0 = Dernière valeur de l'indice à l'échéance de l'année 0 (année N0)

Ind1 = Dernière valeur de l'indice au moment de la révision annuelle de la prime (année N+1).

## **4-2-2– Lot Assurance « Protection Juridique »**

### **Détermination de la prime :**

La prime est calculée pour tous les Etablissements sur la base du nombre d'Agents à la souscription. Elle peut également être proposée à titre forfaitaire.

### **Évolution de la prime :**

La prime sera indexée sur le dernier indice mensuel INSEE des prix à la consommation nomenclature « Services Juridiques et comptabilité » publié au jour de la date d'effet du contrat.

### **Indexation :**

La formule de révision des primes sera effectuée de la façon suivante :  $P1 = P0 \times (Indi1 / Ind0)$

P0 = Prime annuelle de l'année 0 - P1 = Prime révisée

Ind0 = Dernière valeur de l'indice à l'échéance de l'année 0 (année N0)

Ind1 = Dernière valeur de l'indice au moment de la révision annuelle de la prime (année N+1).

## **ARTICLE 5 – RÉGLEMENT**

### **5-1 - Modalités de Règlement**

**Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG FCS**, s'agissant de paiement de primes elles sont exigibles pour l'année civile à venir avant le commencement de celle-ci et couvrent en tout cas toute l'année civile à venir. . Elles peuvent également être émises de façon trimestrielle ou semestrielle.

### **5-2 - Dépôt de la facture par voie électronique**

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier. Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises.

Ainsi, outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- ✓ La date d'émission de la facture ;
- ✓ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- ✓ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- ✓ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- ✓ Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- ✓ La date d'exécution des services ;
- ✓ La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- ✓ Le prix unitaire hors taxes des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- ✓ Le montant total hors taxe et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxes (si taxes distinctes), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- ✓ Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- ✓ Elle comporte également : Le numéro de SIRET de l'Établissement destinataire.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement.

**Conformément au décret n°2019-748 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.** Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



## **5-3 - Paiement**

### **5-3-1 - Avance**

**Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS**, compte tenu du caractère particulier des prestations d'assurances, les primes d'assurances sont payables d'avance et ne font pas l'objet « d'avance » au sens du Code de la Commande Publique.

### **5-3-2 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du titulaire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG FCS.

### **5-3-3 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir Adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le titulaire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement

### **5-3-4 - Délai de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché **par les Etablissements publics de santé** seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément à l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'Établissement partie du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture, conformément à l'article 2-1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date d'émission du bon de commande

### **5-3-5 - Suspension du délai global de paiement**

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- ✓ Modification de la raison sociale,
- ✓ Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- ✓ Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- ✓ Facturation avant service fait...

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception ; Cette notification précise les raisons qui - imputables au titulaire - s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de la facture ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par le mandant un nouveau délai global de paiement est ouvert.

### **5-3-6 - Intérêts moratoires**

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires. Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 6 – RESILIATION DU CONTRAT**

**Par dérogations aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS**, les contrats sont résiliables annuellement pour chacune des parties sous réserve du respect d'un délai de préavis de **six mois** pour l'assureur et **trois mois** pour l'acheteur avant l'échéance principale fixée au 1<sup>er</sup> janvier.

### **6-1 - Résiliation du contrat par l'assureur**

Il est convenu que les assureurs acceptent de renoncer aux dispositions de l'Article R 113-10 du Code des Assurances (faculté de résiliation après sinistre). Toutefois, le contrat est résiliable à sa prochaine échéance. Les assureurs renoncent également à suspendre ou à résilier le contrat si le retard est imputable à l'exécution des formalités administratives.

L'assureur peut résilier dans les cas suivants :

- ✓ En cas de non-paiement de la cotisation (article L.113-3 du Code des Assurances), sous réserve des stipulations prévues au 7.1.2
- ✓ En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat.

Dans tous les cas, la part de cotisation correspondant aux risques à couvrir au moment de la résiliation sera remboursée au souscripteur.

### **6-2 - Résiliation pour retard de paiement**

Les assureurs renoncent à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

### **6-3 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

**Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS**, le marché pourra également être résilié pour motif d'intérêt général, sans que le pouvoir adjudicateur ait à verser une quelconque indemnité.

## **ARTICLE 7 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le titulaire du marché.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire, à aucune indemnité

Dans le cadre du présent marché, le courtier mandataire agit au nom et pour le compte des assureurs porteurs de risques, en vertu de mandats dûment établis et transmis à l'acheteur avant l'exécution du marché.

## **ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU MANDATAIRE**

**Le mandataire s'engage à :**

- ✓ Justifier, pour chaque assureur qu'il représente, d'un mandat de placement et de gestion en bonne et due forme, rédigé en langue française, signé, daté et propre au marché concerné ;
- ✓ Vérifier que chaque assureur porteur des risques est dûment habilité à opérer en France pour les branches concernées, et qu'il dispose des agréments en vigueur délivrés par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) ;
- ✓ Ne placer les risques que chez des assureurs agréés et responsables juridiquement de la couverture assurantielle fournie dans le cadre du présent marché ;
- ✓ Ne jamais transférer les risques vers un tiers non habilité ou ne relevant pas de la réglementation française sans l'accord préalable écrit de l'acheteur ;
- ✓ Etre responsable de l'exactitude et de la conformité réglementaire des informations et supports transmis à l'acheteur ;
- ✓ Informer sans délai l'acheteur de toute modification des mandats, agréments ou capacités de couvertures des assureurs ;
- ✓ Coopérer pleinement avec l'acheteur en cas de contrôle ou de procédure de vérification.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler à tout moment la conformité des pièces transmises, ainsi que la portée effective des habilitations du mandataire, notamment en cas d'évolution des acteurs ou des conditions d'exécution du marché.

En cas de manquement à ces obligations, l'acheteur pourra engager la responsabilité contractuelle du mandataire, et le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnité.

## **ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES**

Conformément à l'article 37 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Pour tout litige relatif à cette consultation ou au futur marché, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière. :

### **Tribunal Administratif de BORDEAUX**

9 Rue Tastet - BP 947

**33063 BORDEAUX Cedex**

Téléphone : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05.56.24.39.03

Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 12 – DÉROGATIONS**

L'article 1.4 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG FCS

L'article 1.6 du présent CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG FCS

L'article 5.1 du présent CCAP déroge aux articles 11.2 du CCAG FCS

L'article 5.3.1 du présent CCAP déroge aux articles 11.1 du CCAG FCS

L'article 6 du présent CCAP déroge aux articles 38 à 43 du CCAG FCS

L'article 6.3 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS

## **Annexe de contrôle – Mandataire d'Assurance et Agréments ACPR**

Conformément aux articles L. 511-1 et suivants du Code des assurances, seuls les organismes d'assurance agréés par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) peuvent exercer en France des activités d'assurance. **Le courtier agissant en tant que mandataire doit impérativement s'assurer de l'existence et de la validité de cet agrément pour chaque assureur porteur de risques.**

En cas de placement auprès d'un assureur non agréé, l'acheteur public se trouverait privé de couverture effective en cas de sinistre. Une telle situation constitue une faute grave pouvant entraîner la nullité du marché ou une mise en cause de la responsabilité du mandataire.

Cette clause a donc pour finalité de sécuriser l'attribution et l'exécution du marché, en garantissant la conformité réglementaire des acteurs en présence, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### **Tableau de contrôle des assureurs et mandats (A compléter par le candidat)**

<b>Nom de l'assureur</b>	<b>Branche(s) concernée(s)</b>	<b>Mandat de gestion transmis (Oui/Non)</b>	<b>Numéro d'agrément ACPR</b>	<b>Document justificatif joint (Oui/Non)</b>

## **Annexe Environnementale pour Marchés Publics (Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS 2021)**

### **1. Modèle de Plan de Gestion Environnementale**

Le titulaire du marché devra mettre en œuvre un plan de gestion environnementale comprenant les éléments suivants :

- Description des moyens mis en œuvre pour limiter les nuisances (bruit, poussières, émissions, etc.) ;
- Méthodes de tri, collecte, stockage et traitement des déchets ;
- Dispositifs de réduction de la consommation d'eau et d'énergie ;

Préciser les modalités de communication avec le représentant de l'acheteur.

### **2. Grille d'Évaluation des Services (5 Points) – Critères Environnementaux – Annexe 3 AE**

Les offres seront évaluées en partie selon leur performance environnementale, sur la base des critères suivants :

- Certifications ou labels environnementaux détenus (3 points) ;
- Engagements concrets en matière de limitation des déchets, des nuisances et d'économie d'énergie (2 points) ;

### **3. Formulaire de Déclaration Environnementale du Candidat**

Le présent formulaire est à remplir par le candidat et à joindre à son offre.

Nom du candidat : .....

Référence du marché : .....

A. Le candidat dispose-t-il de certifications environnementales ?

☐ ISO 14001 / ☐ EMAS    ☐ Autre : .....

B. Des mesures spécifiques sont-elles prévues pour :

- La limitation des nuisances : [Description courte] .....

- La réduction des déchets : [Description courte] .....

- La réduction de la consommation d'énergie : [Description courte] .....

C. Le candidat s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions environnementales du marché :

☐ Oui / ☐ Non

Nom, qualité et signature du représentant légal :

.....

Date : .....